

Des Toilettes Publiques Sensibles au Genre à Bukavu, RDC

Récit d'une expérience

Astrid Mujinga: coordinatrice Cordon des Femmes Congolaises pour l'Équilibre des Ménages/Genre en action
Claudy Vouhé : L'être égale, Comité de pilotage OVERDUE



OVERDUE

En finir avec le tabou de
l'assainissement en
Afrique urbaine

Décembre 2023

CFCEM/GA

**CORDON DES FEMMES CONGOLAISES
POUR L'EQUILIBRE DES MENAGES
GENRE EN ACTION**



OVERDUE

En finir avec le tabou de
l'assainissement en
Afrique urbaine

CFCEM/GA

**CORDON DES FEMMES CONGOLAISES
POUR L'EQUILIBRE DES MENAGES
GENRE EN ACTION**

DES TOILETTES PUBLIQUES SENSIBLES AU GENRE À BUKAVU, RDC :

RECIT D'UNE EXPÉRIENCE

Janvier 2024



OVERDUE : en finir avec le tabou de l'assainissement en Afrique urbaine.....	4
Phase 1 : Poser le diagnostic et médiatiser les enjeux de genre et assainissement (novembre 2021 - novembre 2022).....	6
Quels sont les enjeux d'assainissement et de genre dans la ville de Bukavu ?	7
Phase 2 : Réhabilitation des toilettes du marché de Nyawera et mise en place de la gestion (novembre 2022 - février 2023).....	12
Concerter et comprendre	12
Réhabiliter en tenant compte du genre	13
Reconquérir les usagers et les usagères	15
Renouveler le fonctionnement des toilettes du marché	17
Gérer les problèmes	17
Phase 3 : Boucler la boucle de l'assainissement et renforcer l'appropriation (juillet-septembre 2023).....	20
Atelier sur le recyclage des boues fécales (3 juillet 2023)	20
Actions de sensibilisation pour l'appropriation (7 août 2023).....	21
Plaidoyer – Soutenir la Charte Régionale pour un assainissement juste en Afrique	22
Quels sont les enjeux à venir ?.....	25

Titre : Pour des toilettes publiques sensibles au genre à Bukavu, RDC : récit d'une expérience

Autrices : Astrid Mujinga (CFCEM/GA) et Claudy Vouhé (L'être égale)

Récit rédigé sur la base de différents rapports d'activités produits par Astrid Mujinga, coordinatrice, avec l'appui des membres du CFCEM/GeA : Nathalie Kamuanya Tshitolo, Daniel Mwamba, Henriette Sifa Namegabe et Caroline Kamwanya Mukeba.

Contributions et relecture : Alban Hasson (DPU) et Nelly Leblond.

Publié par CFCEM/GA et OVERDUE | décembre 2023 OVERDUE — Tackling the Sanitation Taboo Across Urban Africa est financé par UKRI à travers le Global Challenges Research Fund, et dirigé par le Bartlett Development Planning Unit, UCL. Grant Ref : ES/T007699/1

24 pages

Mise en page : Nadine Coetzee (DPU/UCL)

Ce récit peut être téléchargé, partagé et cité, sous réserve des règles habituelles de reconnaissance académique.

Lien de téléchargement : <https://overdue-justsanitation.net/outputs/tools/>



OVERDUE
En finir avec le tabou de
l'assainissement en
Afrique urbaine

OVERDUE UCL The Bartlett Development Planning Unit
Prof Adriana Allen
Email: a.allen@ucl.ac.uk

<https://overdue-justsanitation.net/>



Twitter: @Just_OVERDUE



Facebook: @JustSanitation



Instagram: Overdue_justsanitation



OVERDUE : en finir avec le tabou de l'assainissement en Afrique urbaine

L'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît que « le droit à l'assainissement doit permettre à tous les êtres humains, sans discrimination et dans toutes les sphères de la vie, d'avoir un accès physique et abordable à l'assainissement, hygiénique, culturellement et socialement acceptable, et qui assure l'intimité et la dignité. »

Dans la Déclaration de Ngor de 2015, les dirigeants africains se sont engagés à réaliser l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables, et à éliminer la défécation à l'air libre d'ici 2030. Cet engagement est concrétisé dans l'Objectif de développement durable #6. Malgré cela, la crise de l'assainissement reste forte dans les villes africaines, et porte particulièrement préjudice aux femmes et aux filles, en tant qu'utilisatrices, personnes qui prennent soin (carers) et prestataires de services d'assainissement. 3,6 milliards de personnes dans le monde, soit la moitié de la population mondiale, ne disposent pas d'un accès à des installations sanitaires gérées en toute sécurité.

Le projet OVERDUE Just Sanitation (littéralement, "Assainissement équitable qui se fait attendre") est un projet de recherche-action de 3 ans (2020-2023) financé par le *UK Global Challenges Research Fund* à l'initiative du Bartlett (DPU). Le postulat est que la crise de l'assainissement n'est pas un simple "manque de" - installations, infrastructures, technologies et investissements. Le projet cherche à comprendre pourquoi la question des toilettes a été historiquement reléguée au rang de "tabou", pourquoi elle demeure un sujet "désagréable", rarement abordé en tant que tel dans sa complexité. Dans les politiques d'assainissement des villes africaines, le thème des toilettes - avec ou sans eau - est relégué derrière l'accès à l'eau ou à d'autres services urbains comme l'électricité ou les égouts. Il existe différents types de pratiques d'hygiène et différents degrés de relégation.

OVERDUE est un réseau de recherche-action financé par le *UK Global Challenges Research Fund* (2020-2023) composé d'institutions de recherche, d'ONG, d'associations et de consultants, qui se concentrent sur, et travaillent avec, les villes de Beira (Mozambique), Freetown (Sierra Leone), Mwanza (Tanzanie), Antananarivo (Madagascar), Saint Louis (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire) et **Bukavu (RDC)**.

OVERDUE a 3 objectifs :

1. Questionner les récits historiques et coloniaux qui sous-tendent le tabou de l'assainissement en Afrique urbaine. Cela permet une perspective à 360 degrés sur ce que signifie "un assainissement urbain équitable" (ce qui compte, pour qui, pourquoi), et sur ce que les infrastructures d'assainissement promettent et ce qu'elles font réellement à travers les situations coloniales et postcoloniales.
2. Produire des connaissances actionnables fondées sur une réévaluation des expériences, pratiques et investissements en matière d'assainissement, le long du continuum allant des grandes infrastructures telles que les égouts aux investissements incrémentaux réalisés par les populations urbaines paupérisées, pour produire des installations et services d'assainissement hors réseau.
3. Tirer parti des initiatives d'assainissement équitable et favoriser le dialogue et les échanges au niveau régional. En s'engageant avec les femmes et les hommes qui investissent dans les infrastructures d'assainissement, les utilisent, et les entretiennent, OVERDUE vise à générer des compréhensions et des changements, en connectant des expériences au-delà des géographies, échelles, et des institutions clés.

A Bukavu, le partenaire du projet est le CFCEM/GA : Cordon des Femmes Congolaises pour l'Équilibre des Ménages/Genre en action.

CFCEM est une petite association féministe qui travaille principalement à Bukavu (et un peu à Kinshasa), sur les stéréotypes et rôles de genre dans les ménages et les communautés, les violences faites aux femmes, le micro-crédit pour les femmes et l'empouvoirement des femmes pour leur participation à la prise de décision et à la vie publique et politique.

Quand le projet OVERDUE a proposé à CFCEM/GA de participer à la recherche-action, l'association avait très peu de connaissances sur le thème de l'assainissement. Elle a appris en faisant, fait en apprenant et est maintenant très engagée sur la thématique de l'assainissement et du genre à Bukavu.

Dans ce récit, CFCEM retrace les étapes, les réussites et les difficultés rencontrées dans ce projet de recherche-action, depuis la phase de diagnostic jusqu'au plaidoyer régional pour un assainissement juste et équitable.

L'association a produit 3 courtes vidéos qui résume les grandes étapes de son projet. Le récit qui les accompagne permet d'aller plus loin pour comprendre la démarche et ses résultats.

Phase 1 : Poser le diagnostic et médiatiser les enjeux de genre et assainissement (novembre 2021 - novembre 2022)



Notre objectif, avant d'entreprendre une action précise, était de comprendre les enjeux et les besoins en termes d'assainissement adéquat et sensible au genre à Bukavu. Nous voulions aussi commencer à sensibiliser largement sur ce thème.

Notre association, CFCEM/GA a d'abord mené une étude dans la commune de Bukavu, plus précisément dans le Quartier Ndendere/Cellule Mukukwe, commune d'Ibanda. Nous avons identifié les marchés de Bukavu comme des lieux stratégiques et nous y avons fait une collecte de données qualitatives grâce à des entretiens sur plus de trente personnes (20 femmes et 10 hommes). Dans ces conversations enregistrées, les vendeurs et vendeuses du marché ont souligné la nécessité de réhabiliter les toilettes publiques, en particulier pour les femmes qui sont touchées de manière disproportionnée par l'état actuel des toilettes. Nous avons aussi observé que le manque de toilettes publiques affectait les femmes et les étudiantes, obligées de parcourir de longues distances ou de rentrer chez elles pour accéder à des toilettes, exposées à des environnements insalubres et à la honte en l'absence d'infrastructure.

Ceci a permis de faire une analyse du réel, de décrire des comportements, des lieux, des situations et des émotions en lien avec l'usage des toilettes. Grâce à des marches exploratoires et des focus groups, nous avons recueilli et confronté l'opinion de différentes personnes sur leur environnement et expériences spécifiques.

A partir de ces informations, nous avons organisé la toute première Journée Mondiale des Toilettes à Bukavu en novembre 2022. Une caravane motorisée de dix voitures-taxi a sillonné la ville pour mobiliser et informer les populations sur l'importance des toilettes publiques.

Nous avons profité de l'occasion pour faire un plaidoyer auprès du maire de la ville, à qui nous avons remis notre texte de plaidoyer, et nous avons invité les autorités municipales à s'impliquer, à installer des toilettes publiques dans la ville en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des filles.

Nous avons ensuite tenu un point de presse avec tous les médias de Bukavu, des médias en ligne aux émissions de télévision et de radio. L'événement a eu un impact considérable dans la ville, la province et le pays.

L'association a produit [des films](#) et [audios](#) sur la situation locale.

Quels sont les enjeux d'assainissement et de genre dans la ville de Bukavu ?

Les installations sanitaires : la grande défaillance



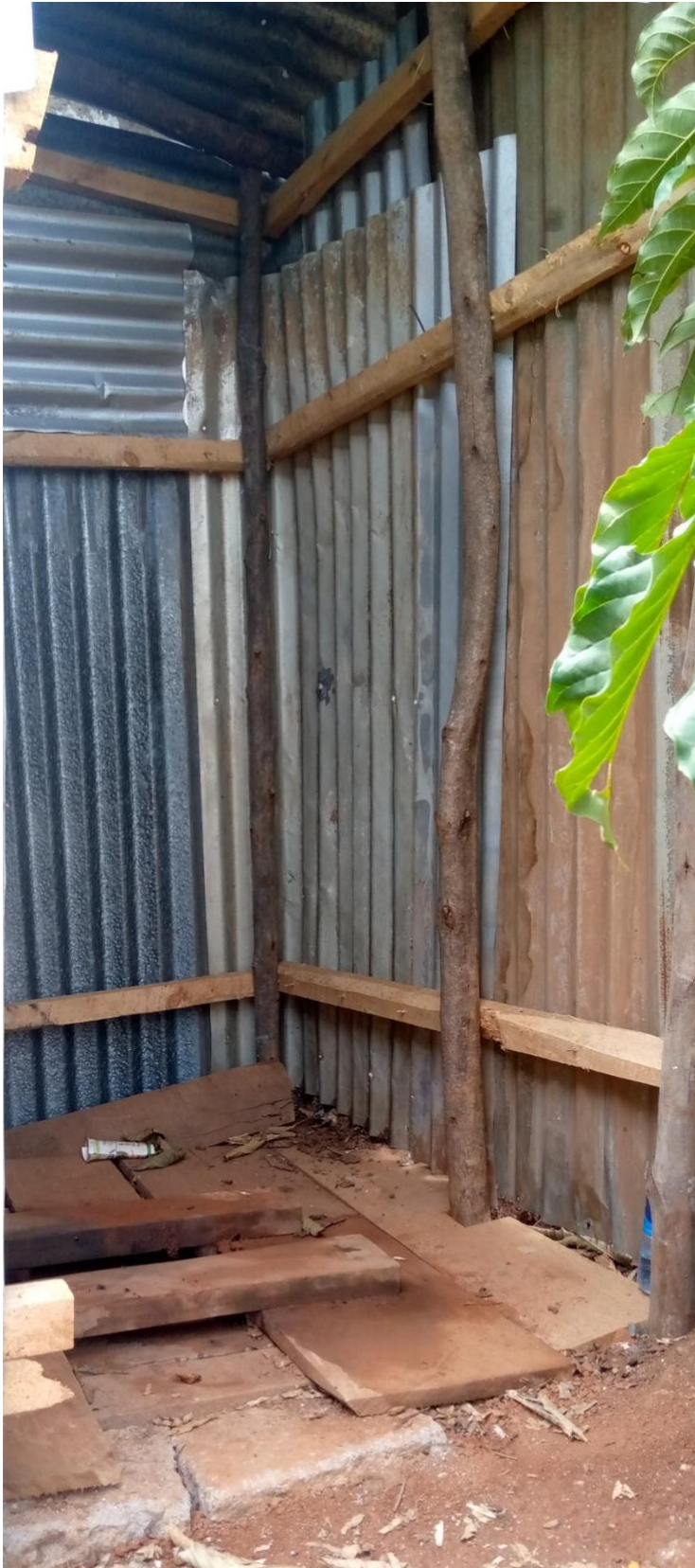
La situation sanitaire de Bukavu est marquée par des injustices en termes d'accessibilité, d'intimité et de propreté qui affectent la population de plus d'un million d'habitants-es qui se retrouve confrontée au quotidien à divers problèmes d'assainissement.

En RDC, comme dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne, les questions d'hygiène, d'assainissement et d'éducation sanitaire sont confrontées à de nombreuses difficultés, principalement dues

au manque d'infrastructures sanitaires adéquates. En effet, il existe un fossé considérable en termes d'infrastructures sanitaires aussi bien dans les zones urbaines que rurales, ce qui entraîne de nombreux risques pour la santé surtout des femmes et des filles, bien que tout le monde soit concerné.

Les villes congolaises ne disposent pas d'un système d'assainissement adéquat. Un grand nombre de maisons n'est pas raccordé aux égouts. Dans de très nombreux ménages, il n'y a pas de toilettes. Quand les toilettes et les douches sont partagées par plusieurs ménages (dans les cours communes), elles sont souvent dépourvues de cales aux portes, de rideaux, de bacs pour les serviettes hygiéniques, de savon et d'eau, et sont largement surutilisées et très mal entretenues.

Les locataires, les femmes et les filles plus encore, souffrent quand les propriétaires négligent l'entretien des installations. Les locataires sont exposés à de nombreux organismes pathogènes dangereux, surtout pour les enfants, les femmes, les personnes malades ou fragilisées par l'âge.



En termes d'accès, des discriminations vis-à-vis des femmes persistent car dans des parcelles où vivent deux à trois générations, les femmes ne doivent pas fréquenter les mêmes WC que les beaux-parents. Elles doivent donc se débrouiller pour leurs grands et petits besoins. Elles peuvent souvent attendre la nuit pour faire leur besoin à l'air libre, avec toutes les conséquences imaginables. Elles utilisent souvent les toilettes des voisins ou se soulagent à l'air libre.

En RDC, et plus particulièrement à Bukavu, la culture des latrines publiques est quasi inexistante. Lorsque les infrastructures sont rares, les groupes marginalisés, comme les femmes et les filles, les personnes vivant avec handicap sont les plus touchés. Les quelques latrines qui existent, ne sont pas favorables aux femmes. Plus encore que les toilettes partagées, les toilettes et les douches publiques sont surutilisées et mal entretenues, ne sont pas sécurisées, pas hygiéniques, pas équipées pour gérer les menstruations. Ceci impacte l'utilisation des infrastructures par les femmes et les filles et les empêche d'accéder aux infrastructures sans risque. Un grand nombre de femmes et de filles manquent donc des occasions d'améliorer leur qualité de vie.

A Bukavu, les gouvernements successifs ont négligé l'importance de mettre en place des politiques locales d'assainissement.

Quelques essais timides de construction des toilettes

publiques dans la ville n'ont pas été concluants. Un petit bloc de toilettes construit derrière le bâtiment de l'assemblée provinciale est devenu un poste de police. Un autre, tout près du marché de Nguba est devenu un bureau d'une association d'un groupe des jeunes. Tout cela faute de suivi.

Accès aux toilettes : discrimination et violences sexuelles

L'absence de toilettes fait courir de plus grands risques aux femmes qu'aux hommes.

Bien que l'égalité entre les genres implique l'égalité des droits, des responsabilités et des possibilités pour les hommes, les garçons, les femmes et les filles de s'épanouir, ces dernières sont touchées de façon disproportionnée par des inégalités persistantes en matière d'accès aux infrastructures sanitaires, telles que les latrines publiques. Lorsque les femmes n'ont pas accès à des toilettes, elles sont obligées de faire leurs besoins à l'air libre, ce qui n'est pas chose facile par rapport aux hommes. Il arrive qu'elles doivent aller loin, parfois de nuit, dans l'obscurité, pour trouver un endroit discret où leur dignité sera préservée. Les risques de harcèlement, de violences sexuelles et même de viols peuvent s'accroître. Puisque le viol est tabou, il est difficile d'évaluer précisément l'ampleur de ce phénomène tragique, mais nombre de programmes et d'études montrent qu'il s'agit là d'un véritable problème qu'il faut absolument résoudre.

Les commerçantes qui passent la journée dans l'espace public et les marchés sont particulièrement touchées. Elles ont raconté comment travailler ou se déplacer en ville sans toilette a des conséquences sur leur santé, leur bien-être, leur dignité et leur sécurité.

Santé publique et risque environnemental

Par manque de moyens pour construire des toilettes, les populations aussi bien dans les zones urbaines que rurales ont tendance à se soulager à l'air libre. La défécation à l'air libre est l'une des conséquences les plus visible de systèmes d'assainissement inadéquats. C'est un fléau qui contribue à la pollution de l'environnement dans la ville : l'environnement lacustre est impacté, alors qu'il représente une ressource essentielle pour la ville. Le cadre de vie résultant de ces nombreuses contraintes entraîne de lourdes conséquences sur la santé des populations et la durabilité de l'environnement.

De plus, le contenu des fosses est souvent rejeté dans les quartiers, dans les caniveaux, entraînant des odeurs nauséabondes et exposant les populations à l'insalubrité. Quand les fosses débordent, c'est toute la ville qui est contaminée, notamment les quartiers populaires. Cependant, les risques sanitaires exposent davantage les enfants, et surtout les filles dans une situation d'assainissement précaire. Aux maladies comme la diarrhée, la dysenterie ou la typhoïde s'ajoutent les risques d'affections particulièrement féminines : syndrome du choc toxique, infections vaginales ou urinaires. Les pathologies dues à l'absence d'hygiène menstruelle et intime se cumulent avec celles dues au contact avec la matière fécale, plus fréquemment évoquées.

Dans les foyers, ce sont aussi les femmes qui soignent les maladies hydriques. Ce travail aussi est invisible.

Normes, pratiques et tabous liés au genre et à l'assainissement

La santé mentale et le bien-être des femmes et des filles dans la plupart des communautés présentes à Bukavu sont mis à dure épreuve, car souvent impactés par les valeurs négatives des coutumes et traditions rétrogrades imposées. Les normes culturelles c'est-à-dire les coutumes et traditions dans la plupart des ethnies ont toujours été au détriment des filles et des femmes, alors que c'est à elles que ces coutumes et traditions demandent plus en ce qui concerne presque toutes les activités vitales dans ces sociétés semi-traditionnelles.

Ces stigmates, ces discriminations, ces infériorisations se traduisent, non seulement à travers de tabous mais aussi de contes, de proverbes et d'adages qui font partie de l'éducation quotidienne des enfants. Il est dit par exemple que :

- « L'intelligence de la femme n'est guère différente de celle d'un enfant »'
- « Manger avec une femme, c'est manger avec une sorcière »
- « Les femmes sont sales par leur nature »
- « Les femmes laissées à elles seules, et entre elles, ne peuvent rien construire de valable »

La société congolaise est patriarcale : ce sont les hommes qui ont institué et maintiennent les normes de genre en leur faveur et au détriment des femmes. Le message est que les femmes sont inférieures aux hommes sur tous les plans, physique et intellectuel, raison pour laquelle elles ne peuvent s'occuper que des tâches secondaires, et ne sont pas aptes à prendre des décisions notamment dans la vie publique. Les filles et les garçons intériorisent tous ces adages qui forment ainsi leur personnalité collective de genre.

Les normes de genre sont tissées dans et par les coutumes et traditions relatives aux menstrues, à l'accouchement ou au veuvage, et occasionnent aussi des stigmates sur les femmes et les filles, avec des retombées sur leur accès à l'assainissement. Du côté des hommes, il existe très peu de tabous liés à l'assainissement.

La menstruation est entourée de silence, de mythes et de tabous, et fait l'objet d'une importante stigmatisation. Les femmes et les filles dans cette période, sont considérées comme impures et sales dans plusieurs tribus et ethnies, comme les Balubas (origine de la coordinatrice du CFCM). A cet effet, les femmes et les filles font face à de nombreux défis pour gérer leurs menstruations. Elles peuvent être dépourvues de moyens pour gérer leurs menstrues, ou bien faire face à des pratiques culturelles discriminatoires qui rendent difficile le maintien d'une bonne hygiène. En raison de ces défis réunis, les femmes et les filles peuvent se voir privées de certains droits humains fondamentaux, y compris ceux relatifs à l'éducation, au travail et à la santé, ce qui transforme un simple fait biologique en un obstacle à l'égalité des sexes.

Exemple d'une pratique nuisible aux filles et aux femmes pendant la menstruation : dans un village, lorsqu'une fille avait ses règles, elle devait quitter la maison familiale pour s'isoler seule dans une hutte, jusqu'à la fin de son impureté, c'est-à-dire de ses règles. Elle n'avait pas droit à toucher à aucun ustensile. Elle devait se rendre à la rivière pour se laver. Or certaines avaient des règles douloureuses et n'avaient pas la force de se déplacer jusqu'à la rivière. Elles devaient alors rester deux, voire trois jours sans prendre une douche. Cette situation avait un impact psychologique sur les filles, en générant un sentiment d'abandon, de solitude et de stress. Il y avait également le sentiment d'angoisse pour ces filles chaque fois que cette période s'approchait. Parfois, elles n'avaient même pas de linge nécessaire pour cette période, plutôt des morceaux de vieux pagnes déchirés et sales, ce qui pouvait occasionner des infections des voies génitales.

Lorsque la jeune fille se mariait, la situation, bien que légèrement améliorée, demeurait la même sur plusieurs plans. La femme, en cette période ne devait pas passer la nuit sur le lit conjugal. Elle devait dormir sur une natte ou sur un matelas à même le sol. Elle ne devait pas préparer à manger pour son conjoint, ni rien toucher qui soit en commun avec ce dernier, pendant toute cette période. Elle ne devait pas se laver dans la même douche que son conjoint. Elle devait se débrouiller pour chercher où se laver, attendre la tombée de la nuit pour se laver derrière la maison ou la case, voire aller chez une voisine.

Lors de l'accouchement, aussi longtemps que l'accouchée avait des pertes, c'est la belle-mère ou la mère qui devait s'occuper d'elle. Le mari quant à lui devait s'éloigner de sa femme. La

situation devait demeurer ainsi même pendant une année, voire plus, pour que la femme ne puisse pas tomber rapidement enceinte, avant que l'enfant ait deux ans.

Des tabous interviennent également lors du veuvage. Lorsqu'une femme perd son mari, elle ne doit pas se laver jusqu'après l'enterrement de son mari. Pour certaines tribus comme les mbala, elle ne doit ni manger ni boire, jusqu'à la tombée de la nuit. Et si elle a ses règles, elle doit demeurer ainsi, sans se laver, sans se changer jusqu'à l'enterrement du mari, et ceci quel que soit le temps que les cérémonies des funérailles devront durer. Certaines, dans d'autres tribus, ne doivent pas se laver jusqu'à la levée du deuil, entre trois jours et une semaine. Ceci occasionne un grand stress qui se combine avec la douleur de la perte du mari. La veuve doit aussi porter une sorte de cache-sexe, qui sera ensuite jeté dans le cercueil du mari, permettant ainsi à la femme de « refaire sa vie » ensuite avec un autre homme.

Au Nord Kivu, [les femmes ne peuvent pas utiliser les mêmes toilettes que les hommes](#) et leurs excréta ne doivent pas se mélanger au risque de favoriser la domination des femmes sur les hommes.

Face à tous ces tabous et les inégalités qu'ils produisent et reproduisent, des associations féminines et féministes comme la nôtre ont trouvé nécessaire d'éduquer et de sensibiliser la communauté sur la menstruation et de fournir les matériels et infrastructures dont les filles et les femmes ont besoin.

Ces pratiques et tabous diminuent mais existent toujours. Les pratiques religieuses et l'exode rural qui entraîne des populations rurales vers les villes, ont aussi fait un peu évoluer les mentalités. Mais il reste fort à faire, y compris dans l'espace urbain.

A Bukavu, le projet a permis à notre association de nous rapprocher du Cluster WASH rassemblant des ONG et autorités locales pour œuvrer ensemble sur l'assainissement.

Les femmes, travailleuses invisibles de l'assainissement

Les normes de genre produisent aussi de fortes discriminations dans la division sexuelle du travail pour la gestion de l'assainissement, notamment au niveau du ménage. L'éducation parentale et sociétale apprend aux enfants que la gestion des ordures et autres tâches ménagères revient aux filles et aux femmes. Ce travail est invisible, non rémunéré et peu valorisé.

A Bukavu, comme dans de nombreuses villes africaines, la croissance démographique rapide et le taux élevé d'urbanisation ont entraîné une forte concentration des populations dans les quartiers urbains. Cependant, cette croissance ne s'est pas traduite par une amélioration de l'accès des populations à des systèmes d'assainissement adéquats. La ville est infestée par la pollution créée par le rejet des ordures ménagères dans les espaces publics, et ce sont les filles et les femmes qui s'en occupent. Les ordures ménagères sont vectrices de nombre de maladies telles que la diarrhée, la fièvre typhoïde, la dysenterie, et d'autres maladies infectieuses ; Elles sont gérées par les filles et les femmes. A l'évacuation des ordures ménagères s'ajoute l'insuffisance de structures sanitaires appropriées pour une bonne gestion des boues fécales.

Cette phase est résumée dans la vidéo 1 : <https://youtu.be/uHWA5glv5pw>

Phase 2 : Réhabilitation des toilettes du marché de Nyawera et mise en place de la gestion (novembre 2022 - février 2023)



Avec l'appui du fonds d'innovation d'OVERDUE, et après avoir étudié plusieurs options, l'association a fait le choix de réhabiliter les toilettes de Nyawera, en tenant compte de la dimension genre à la fois dans le processus de concertation, dans la planification des lieux et l'aménagement, dans la réalisation des travaux et dans la mise en place du système de gestion.

Concertation et comprendre

Sur ce marché, les toilettes étaient mixtes, très dégradées, avec seulement deux blocs au total, alors que de 700 à 1000 personnes par jour fréquentent le marché. Les personnes à mobilité réduite ne pouvaient pas accéder aux toilettes, l'accès étant impraticable. Nous avons analysé le taux de fréquence des femmes (aucune donnée n'était disponible avec l'ancien système de gestion) et constaté que, à cause de l'absence d'hygiène, d'intimité et de sécurité – bien que l'accès fût payant - les femmes évitaient de les utiliser, alors qu'elles sont majoritaires sur le marché : comme vendeuses ou clientes.



De plus, les femmes n'étaient pas impliquées dans la gestion du marché en tant qu'usagères principales.

En atelier, nous avons réuni des femmes et des hommes pour entendre leurs besoins et recommandations concernant l'installation et l'utilisation des toilettes publiques, les matériaux, les tarifs, la propreté et le civisme, etc.

Réhabiliter en tenant compte du genre

Les toilettes ont été reconstruites, les sièges remplacés, les fosses septiques remises en état, et l'approvisionnement en eau assuré (une réserve d'eau de pluie a été installée). Les portes et les serrures sont installées et repeintes. Il y a maintenant six portes pour les femmes et deux portes (deux urinoirs) pour les hommes. Une douche est également utilisée exclusivement par les femmes. Nous avons mis des miroirs, des seaux pour l'eau et des poubelles pour les protections hygiéniques



Pour les personnes en situation de handicap (mobilité), les voies d'accès dans le marché n'ont pas été améliorées, et donc elles ont toujours autant de problèmes d'accès.

Même si la réalisation n'est pas parfaite (nous n'avons pas eu les moyens de toutes nos ambitions, nous avons réhabilité sur un espace désigné et non construit etc.), les personnes impliquées ont bien compris l'importance de considérer les besoins spécifiques des femmes qui sont différents de ceux des hommes, et qu'en construisant les toilettes que ce soit au niveau domestique ou public, ces besoins des femmes devraient être considérés.

C'est une femme qui a supervisé les travaux. Il n'a pas été facile d'avoir des femmes sur le chantier parce que ce type de travaux reste très stéréotypé comme « masculin ». Plusieurs femmes sollicitées pensaient qu'il n'était pas possible pour elles de commander des travailleurs hommes et de vérifier leur travail.



Les toilettes réhabilitées ont été inaugurées le 3 février 2023 par l'autorité municipale.

Reconquérir les usagers et les usagères

STATISTIQUES DE FRÉQUENTATION DES TOILETTES DU MARCHÉ DE NYAWERA
APRÈS RÉHABILITATION (OVERDUE) Avril 2023

JOURS	Hommes	Femmes	Enfants	TOTAL/JOUR
1 Mercredi	120	71	3	194
2 Jeudi	135	70	6	211
3 Vendredi	111	68	7	186
4 Samedi	123	69	10	202
5 Lundi	180	83	1	264
6 Mardi	90	79	0	169
7 Mercredi	190	81	3	274
8 Jeudi	174	84	2	260
9 Vendredi	200	90	9	299
10 Samedi	167	100	3	270
11 Lundi	145	56	2	203
12 Mardi	146	49	6	201
13 Mercredi	178	59	8	245
14 Jeudi	172	76	9	257
15 Vendredi	165	82	10	257
16 Samedi	167	94	13	274
17 Lundi	99	79	15	193
18 Mardi	180	80	17	277
19 Mercredi	182	99	19	300
20 Jeudi	187	100	20	307
21 Vendredi	190	101	19	310
22 Samedi	189	95	12	296
23 Lundi	195	96	21	312
24 Mardi	199	99	25	323
25 Mercredi	199	104	25	328
26 Jeudi	200	101	29	330
27 Vendredi	198	110	30	338
27	4481	2275	324	7080

Nous avons introduit un registre journalier. Que nous apprend-il ?

Nous estimons que la fréquentation a triplé depuis la rénovation (le chiffre exact avant rénovation est une estimation, car aucun registre n'était disponible).

Le tableau 1 montre que pour le seul mois d'avril 2023, soit 1 mois après la rénovation, la fréquentation journalière est passée de 194 à 338 en 4 semaines soit plus de 7000 personnes en un mois.

Moyenne par jour pour avril

- 166 hommes
- 84 femmes
- 12 enfants

Le tableau 2 (page suivante) indique une baisse notable de fréquentation, de 7000 en avril à une moyenne de 5000 sur le dernier trimestre de l'année. En effet, un nombre assez important de vendeuses et vendeurs occupant la partie périphérique du marché a été obligé de déguerpir à la

suite des travaux effectués sur la route qui longe le marché, mais aussi à cause de la lutte menée par la mairie contre les marchés pirates se trouvant aux alentours des marchés.

Les moyennes journalières stables sur le trimestre septembre-décembre 2023 : autour de 150 hommes, pour 64 femmes et 21 enfants. Le nombre de femmes reste largement inférieur à celui des hommes.

Le nombre d'hommes utilisant ces toilettes reste élevé par rapport au nombre de femmes. Nous voyons des chauffeurs de taxi, des policiers, voire des personnes qui résident localement mais n'ont pas de toilettes. Certaines femmes de la périphérie sont encore réticentes. Nous continuons à les sensibiliser.

JOURS	SEPTEMBRE			OCTOBRE			NOVEMBRE			DECEMBRE		
	H	F	E	H	F	E	H	F	E	H	F	E
1	179	66	30				159	35	21	159	46	15
2	165	84	21	141	44	15	154	81	25	140	65	20
3				173	57	20	155	70	25			
4	161	74	15	162	73	20	170	50	45	134	81	20
5	193	65	7	165	42	23				145	90	25
6	158	77	15	177	63	19	156	54	25	143	95	22
7	160	86	14	150	75	25	134	55	21	159	41	25
8	151	82	27				157	71	23	141	74	25
9	170	61	19	124	71	25	160	60	30	173	57	20
10				160	64	26	135	75	25			
11	135	71	19	132	54	29	150	65	35	151	49	20
12	115	69	16	150	50	30				149	65	26
13				145	44	21				155	50	25
14	153	92	20	14	65	15	157	67	30	154	61	15
15	155	88	17				155	60	20	161	39	20
16	155	90	15				164	61	25			
17				175	79	26	160	63	27	160	35	20
18	135	72	18	153	70	27	150	40	20			
19	151	84	15	161	69	20						
20	143	77	20	168	32	25	149	66	25			
21	145	79	26	143	47	20	142	59	26			
22	158	82	15				165	45	20			
23	145	85	20	172	47	20	170	40	15			
24				143	45	12	129	86	20			
25	124	51	25	145	61	24	145	65	20			
26	165	41	19									
27	150	83	22	150	50	20						
28	125	59	16	139	81	15	155	69	26			
29				134	71	20	171	79	25			
30												
31				133	36	21						
TOTAL /genre	3491	1718	431	3509	1390	518	3542	1416	574	2124	848	298
Total mois	5640			5417			5532			3270		
Moyenne /jour/genre	151	75	19	146	58	22	154	62	25	152	61	21
Moyenne jour	244			226			241			234		

Renouveler le fonctionnement des toilettes du marché



Le CFCEM/GA gère les toilettes de Nyawera depuis leur réhabilitation. L'association a signé un contrat de partenariat avec le bourgmestre de la commune d'Ibanda qui a les marchés urbains sous sa gérance. Le contrat a été établi et signé avant la réhabilitation et était une condition pour que cette dernière ait lieu. En effet, le contrat précise les responsabilités et engagements de chaque partenaire. En l'occurrence, il indique que le comité de marché mettra à disposition un espace pour la construction de la fosse septique et l'entreposage des matériaux, et que le CFCEM/GA aura la responsabilité d'une gestion transparente pilote sur une durée de 12 mois. Il fixe également le prix d'utilisation des toilettes et annonce que la répartition des frais et revenus des latrines sera partagée et discutée.

Un comité de suivi composé de sept personnes (trois femmes et quatre hommes) se réunit une fois le trimestre pour évaluer le fonctionnement du marché.

Nous rémunérons deux femmes et un homme pour s'occuper de l'entretien journalier des toilettes, à la grande satisfaction du public. Les deux femmes étaient sans emploi au préalable.

Nous essayons d'agrandir le Comité, avec des vendeuses, mais elles se disent toujours prises par leurs occupations et sont difficiles à mobiliser sans un dédommagement financier.

Nous avons créé des outils de suivi, nous tenons des comptes à la fois des personnes qui viennent (on note si ce sont des femmes, des hommes ou des enfants), et des paiements que nous recevons.

Il faut beaucoup de transparence pour montrer aux gens combien d'argent rentre et comment il est utilisé, sinon, tout le monde peut se servir et les toilettes vont périlcliter, comme c'était le cas avant, car tout était distribué, rien n'était réinvesti.

Gérer de nouveaux problèmes

Globalement, les vendeuses et vendeurs du marché de Nyawera valident la propreté des toilettes et les besoins spécifiques des vendeuses sont satisfaits (sécurité, hygiène, menstruations). Cependant, le succès crée des enjeux nouveaux, techniques, financiers et de gouvernance. Nous avons fait face à de nombreuses difficultés de gestion après et depuis l'ouverture des toilettes :

- Certaines personnes refusent de payer les 200 frs, prétendant qu'elles sont exonérées en tant que chef-fes de rayons, membres du syndicat du marché ou du comité de gestion du marché etc. Pour la dame chargée de percevoir les 200 frs, cette situation est difficile (elle ne sait pas qui est chef-fe de ceci ou de cela). Des conflits éclatent.
- Nous payons nos trois agents de nettoyage tous les mois. Leurs salaires et l'achat des produits d'entretien sont nécessaires pour une propreté permanente. Mais les dépenses engendrées ne peuvent pas être couvertes par le seul paiement des 200 frs que les gens donnent pour entrer aux toilettes.
- Depuis qu'elles sont réhabilitées, ces toilettes connaissent une grande affluence. Comme conséquence, la fosse septique se remplit très rapidement, ce qui augmente la fréquence des vidanges à toutes les trois semaines et entraîne des dépenses importantes. Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, le projet tient à éradiquer la pratique de la vidange manuelle et l'ouverture des fosses en temps de pluie en guise de vidange. Il faut donc faire appel au camion vidangeur de la ville. Or, la Mairie, bien que très satisfaite du résultat, n'envisage pas de nous aider en subventionnant les vidanges effectuées par ses agents pour des toilettes pourtant "publiques". Nous avons dû prendre à nos frais les premières vidanges et continuons d'insister pour que la Mairie soutienne/contribue à la vidange des toilettes du marché de Nyawéra.
- Il est attendu que le projet paie au fournisseur d'eau non seulement les futures factures d'eau, mais aussi d'anciennes factures impayées par la Commission du marché. Nous n'avons pas accepté de payer des arriérés dont nous ne sommes pas responsables. Depuis, un homme politique a pris cela en charge dans le cadre d'une campagne. L'eau est revenue au robinet. Les charges d'eau (par exemple pour payer des jeunes qui allaient chercher l'eau) devraient diminuer pour nous. L'installation de la cuve de récupération d'eau de pluie va aussi permettre en partie de pallier le problème.
- Nous faisons face à du vandalisme de la part des hors la loi et autres enfants de la rue qui volent les outils et les produits de nettoyage, cassent nuitamment les cadenas et entrent frauduleusement dans les toilettes qu'ils salissent pendant toute la nuit, nous obligeant à un continuel remplacement des objets volés.

Toutes ces difficultés occasionnent de grandes dépenses : toutes les recettes qui devraient servir à arranger les toilettes (mettre du carrelage par exemple, plus facile à nettoyer que les murs peints) et améliorer davantage les conditions d'hygiène, y passent.



Malgré la signature d'un accord, notre association peine à convaincre la municipalité de l'importance d'utiliser les fonds générés par les toilettes pour leur entretien et les frais de fonctionnement. Non seulement la municipalité ne contribue pas, mais les toilettes sont perçues comme une nouvelle manne pour rénover le

marché ou construire des toilettes dans d'autres lieux. CFECM doit donc travailler sur la gouvernance et stabiliser le fonctionnement des toilettes avant la fin de son contrat de 2 ans. Sans quoi, la durabilité de l'infrastructure est incertaine.

En plus de cela, parce que la corruption est monnaie courante, il y a une forme de harcèlement et de soupçon infondé de la part de certains vendeurs, qui s'imaginent que nous nous approprions les recettes. Cette attitude vient avec un attentisme de leur part que nous ne pouvons pas, et ne voulons pas satisfaire.

Cette phase est résumée dans la vidéo 2 : <https://youtu.be/dXkEnwS9eGA>

Phase 3 : Boucler la boucle de l'assainissement et renforcer l'appropriation (juillet - septembre 2023)



Pour faire face aux défis, et renforcer la durabilité du projet, nous avons organisé, dans une troisième phase, plusieurs actions d'exploration et de sensibilisation.

Atelier sur le recyclage des boues fécales (3 juillet 2023)

Fournir un meilleur accès à de meilleures toilettes à plus de personnes est le premier pas. Cependant, sans solution durable pour le recyclage des boues fécales, augmenter la fréquentation des toilettes publiques crée vite un problème important pour la vidange et le traitement.

Lors de notre voyage en Inde dans le cadre du projet OVERDUE, nous avons vu comment les toilettes publiques sont entretenues là-bas, comment les femmes sont impliquées dans la gestion et surtout comment les projets de traitement et de recyclage des boues fécales sont subventionnés par le gouvernement.

Aussi, cet atelier visait à partager les enseignements tirés de la visite d'échange en Inde et à plaider en faveur de solutions sexospécifiques pour résoudre le problème de la collecte, du traitement et du recyclage des boues de vidange dans la ville de Bukavu avec les représentants des autorités locales et des services d'assainissement.

Trois thèmes ont été discutés avec les personnes présentes dans la salle.

D'abord, nous pouvons valoriser les boues fécales qui peuvent servir à fabriquer du compost biologique ou produire le gaz ou l'électricité, si elles sont bien collectées, traitées et recyclées. Ensuite, si on y parvenait, les populations ne seraient plus obligées de déverser les matières fécales dans des caniveaux, avec toute la dangerosité sur la santé de la population. Enfin, c'est à la Collectivité de travailler à ce niveau car ce sont de gros investissements. Nous avons appris à cette occasion qu'il y a un projet en cours avec [l'Association des Maires Francophones](#) : nous allons suivre sa progression et nous impliquer si besoin.

Les recommandations pour les autorités nationales/locales comprenaient :

- Des recommandations de planification : fournir un espace approprié pour l'évacuation et le traitement des boues de vidange, et des espaces pour les fosses septiques dans les nouveaux lotissements, élaborer une législation adéquate pour superviser l'élimination et le traitement des déchets humains ;
- Des recommandations budgétaires et politiques : comptabiliser les coûts de construction et d'entretien d'un système de transfert adéquat et de traitement des boues de vidange, fournir un équipement adéquat et abordable au personnel d'assainissement public/privé, encourager les bonnes pratiques par des subventions progressives ou des incitations pour le secteur privé et enfin maintenir des bureaux décentralisés pour gérer l'assainissement public dans chaque région ;
- Des recommandations opérationnelles : construire des toilettes publiques plus sensibles au genre, réhabiliter les toilettes publiques existantes, augmenter la réutilisation des déchets humains dans l'agriculture, créer un bureau dédié pour sensibiliser aux impacts sanitaires de la pollution des déchets humains sur l'environnement et pour soutenir les organisations de la société civile qui travaillent sur ces sujets).

Le CFCEM/GA et le réseau OVERDUE ont été encouragés à continuer à agir sur l'assainissement inclusif du genre à Bukavu et ont été remerciés par les différents acteurs présents.

Actions de sensibilisation pour l'appropriation (7 août 2023)

Pour faire face au défaut d'appropriation par certaines vendeuses et vendeurs du paiement de l'accès aux toilettes et pour déminer des conflits latents sur la gestion des toilettes, le comité de gestion du CFCEM/GA a jugé bon d'organiser un séminaire de sensibilisation pour que les vendeuses et vendeurs comprennent bien qu'ils et elles sont les bénéficiaires de ce projet, et doivent se l'approprier.

Une cinquantaine de vendeuses et vendeurs du marché de Nyawera y ont pris part, ainsi que des responsables de trois autres marchés de la ville de Bukavu. La coordinatrice a réexpliqué le contexte du projet qui avait permis la réhabilitation des toilettes et posé les limites du projet (financières notamment). Elle a insisté sur le besoin de trouver des moyens pour entretenir ces toilettes réhabilitées (d'où les 200 frs) et éviter leur dégradation (prévenir le vandalisme).



A l'issue de cette rencontre les vendeuses et vendeurs du marché de Nyawera ont accepté, sans exception, de s'approprier le projet et de veiller sur sa pérennité en payant les 200 frs demandés, en veillant à ne pas jeter dans les toilettes n'importe quoi susceptible de les boucher et a trouvé une solution pour mettre

fin au vandalisme commis par les enfants de la rue.

Les usagers et usagères des toilettes du marché ont demandé au comité du CFCEM/GA et ses partenaires de multiplier les séances de sensibilisation pour lutter contre différentes formes d'ignorance pouvant nuire au projet.

Enfin, elles et ils ont aussi demandé que le CFCEM/GA continue à gérer les toilettes, de peur qu'elles ne redeviennent ce qu'elles étaient auparavant : infréquentables et discriminantes.

Depuis, certaines vendeuses se disent prêtes à reprendre la gestion, en écartant notre association. Le dialogue doit se poursuivre.

Plaidoyer – Soutenir la Charte Régionale pour un assainissement juste en Afrique

Notre voyage en Inde nous a aussi motivé à demander l'implication de la municipalité, pour ne pas tout faire nous-mêmes.



Nous avons animé une émission à la Radio Okapi, pour parler de l'assainissement des toilettes publiques en rapport avec ce voyage, et soulever la question de l'implication des autorités municipales et administratives. Cette émission a été suivie partout dans la République démocratique du Congo. C'était une façon pour nous d'atteindre les décideurs de Kinshasa. A Bukavu, nous avons eu la visite de la Mairie.

We C.R.A.V.E. - Nous avons soif



Nathalie KAMUANYA
CFCEM/GA
Bukavu

" Dans notre ville, Je m'engage à valoriser les actions de femmes en leur montrant l'importance qu'elles ont dans la chaîne de l'assainissement, surtout en faisant de ce dernier un métier rémunéré. Nous voulons des toilettes propres, assainies, genrées et prévoir le moyen de vidange pour un assainissement juste et durable. "



#AssainissementJusteEnAfrique
#JustSanitation4AfricanCities

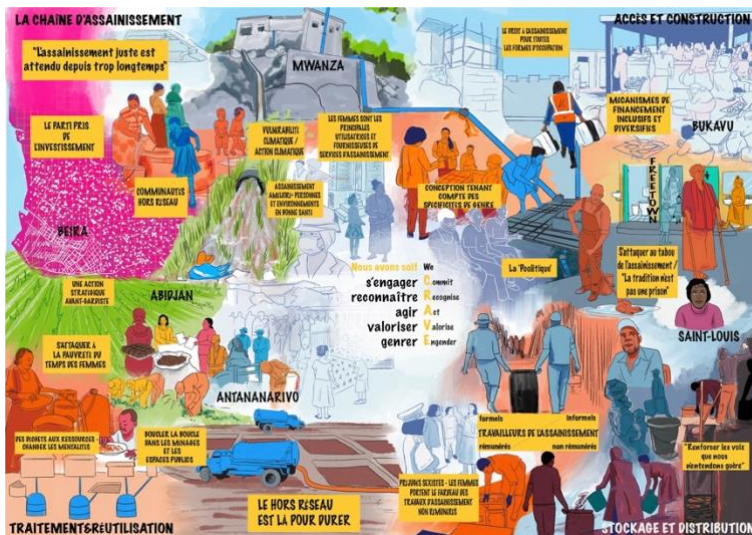


Très important ! Nous avons participé activement à la préparation de la Charte #WE CRAVE Just Sanitation (Nous avons soif d'un assainissement juste) et avons fait participer le Bourgmestre de la Commune d'Ibanda à un atelier régional à Nairobi en septembre 2023. Sa présence à nos côtés, et aux côtés des équipes des 7 villes du projet et d'ONG et organisations spécialisées dans l'assainissement a été

source de motivation pour la municipalité et pour notre association. La [charte est accessible sur le site d'OVERDUE](#). Nous continuons cette campagne, par exemple lors de la Journée Mondiale des toilettes 2023. Nous l'avons portée jusqu'à la capitale Kinshasa.



Enfin, nous avons pris part à l'espace d'apprentissage du projet. Nos contributions, avec celles des autres équipes, sont recensées sur [cette carte interactive](#).



Cette phase est résumée dans la vidéo 3 : <https://youtu.be/Wqwfxdc621k>

Depuis, nous avons aussi été sollicités par l'Institut des Hautes Études Internationales (IHEID) de Genève pour partager notre expérience pour présenter un outil pédagogique pour la

recherche-action féministe utilisé pendant le projet OVERDUE : la Toile de l'institutionnalisation du genre (C. Levy, 1996).

Quels sont les enjeux à venir ?

CFECM veut continuer à sensibiliser les usagers et les usagères sur l'importance des toilettes, pour réduire la défécation à l'air libre qui représente un enjeu sérieux de santé publique pour la ville. Elle doit continuer à convaincre de la nécessité pour chacune et chacun de contribuer une somme modique (200 frs). Il faut convaincre certaines femmes, notamment celles venant de la périphérie, qu'elles peuvent utiliser les lieux.

L'association veut surtout intensifier le plaidoyer auprès des autorités pour inscrire durablement la construction et l'entretien des toilettes publiques tenant compte des besoins des femmes dans la planification et les budgets de la ville et de ses communes, et garantir l'octroi de terrains communaux pour l'implantation des toilettes. L'association entend œuvrer pour que les toilettes publiques fassent partie intégrante du 1er plan municipal de Gestion des Boues de Vidange de la ville de Bukavu (2021-2030), sans avoir à dépendre des ONG et organisations internationales.

Ce sujet devient d'actualité dans la ville de Bukavu et nous sommes maintenant en contact et en collaboration avec d'autres organisations œuvrant dans l'assainissement dans la ville de Bukavu. Des responsables politiques nous ont rendu visite, et se sont inspirés de notre travail. Nos campagnes de sensibilisation et plaidoyers ont eu un impact réel auprès de la municipalité et des décideurs parce que depuis lors, il y a déjà eu des projets de construction des toilettes à travers certains points fréquentés de la ville de Bukavu. La mairie de la ville projette également de réhabiliter les toilettes de neuf marchés urbains de Bukavu, avec accent mis sur le genre.

Aussi, nous avons appris que le Ministre du budget du gouvernement national projette de réhabiliter les toilettes du marché central de Kadutu en construisant d'autres blocs, avec accent mis sur le genre. Il y a également deux autorités qui projettent de construire des toilettes publiques au niveau de la Place de l'Indépendance et au quartier Panzi, un grand quartier périphérique de la ville de Bukavu.

Dans ce projet, en échangeant avec d'autres villes et pays, nous avons vu que les organisations et associations féminines jouent un rôle important dans la lutte pour un assainissement juste pour tous-toutes et équitable pour les femmes. Elles sont essentielles pour lutter contre les normes et tabous qui impactent l'accès des femmes à l'assainissement. C'est pourquoi nous devons trouver les moyens de continuer à organiser des recherche-actions, des ateliers et des séminaires de sensibilisation à tous les niveaux pour lutter contre l'injustice sanitaire et convaincre nos gouvernements et collectivités d'en faire une de leur priorité. Nous avons mis à l'ordre du jour à Bukavu, la nécessité de tenir compte des différences entre les genres dans la conception d'infrastructures en général et les latrines publiques en particulier, et de respecter ainsi les droits et les besoins des femmes. Nous devons poursuivre ce travail en lien avec l'assainissement, mais aussi d'autres infrastructures et thématiques.

Nous projetons de continuer la réhabilitation de deux autres toilettes urbaines, celle de Nguba et du marché Feu Rouge. Mais notre grand souhait c'est d'obtenir un terrain auprès de la municipalité pour y construire nos propres toilettes qui seront de vraies toilettes pilotes. Nous comptons faire un projet à cet effet, à soumettre à de potentiels bailleurs.

Pour en savoir plus :

CFCEM/GA

**CORDON DES FEMMES CONGOLAISES
POUR L'EQUILIBRE DES MENAGES
GENRE EN ACTION**

Astrid Mujinga,
Présidente de CFCEM/GA
cfcemga@gmail.com
Tel : +243997621101



OVERDUE

En finir avec le tabou de
l'assainissement en
Afrique urbaine

Toutes les productions du projet sont disponibles sur : <https://overdue-justsanitation>
Une page est dédiée à Bukavu : <https://overdue-justsanitation.net/cities/city-y/>